

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES**  
**DIRECTION DES ARCHIVES**

**Conférence de la paix et Conférence des  
Ambassadeurs**

**Série G « Questions économiques et  
commerciales »**

**1918-1935**

**457QO**

**Répertoire numérique détaillé**

par

Claire CHAUVET—DUFUREZ, apprentie archiviste, sous la direction de Séverine BLENNER-  
MICHEL, conservatrice en chef du patrimoine

**La Courneuve, novembre 2022**

**CPCA/ Série G « Questions économiques et commerciales »**  
**1919-1923**  
**457QO**

**Référence :** 457QO

**Intitulé :** Série G « Questions économiques et commerciales », fonds de la Conférence de la Paix et Conférence des Ambassadeurs

**Dates prépondérantes :** 1919-1923

**Dates extrêmes :** 1918-1935

**Niveau de description :** Série

**Présentation, importance matérielle et support:** 36 articles, 10 cartons, soit 1,10 ml.

**Producteur :** La Conférence de la Paix (janvier 1919-janvier 1920) et la Conférence des Ambassadeurs (janvier 1920-1931).

**Service versant :** Ministère des Affaires Etrangères (française)

**Modalités d'entrée :** Versement.

**Histoire administrative :**

La Conférence de la Paix et la Conférence des Ambassadeurs (CPCA) sont deux entités qui se succèdent sur une même mission, le rétablissement de l'ordre mondial après la Première Guerre mondiale. La Conférence de la Paix ouvre en janvier 1919 et est dirigée par un Conseil des Puissances Alliées et Associées : les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon. D'abord appelé Conseil des Dix, on y retrouve les dirigeants et ministres des affaires étrangères des cinq puissances. Il prend ensuite le nom de Conseil des Cinq sans les ministres des affaires étrangères, puis de Conseil des Quatre après le retrait de la délégation japonaise. Ce sont alors le Président américain Woodrow Wilson, le Président du Conseil français Georges Clémenceau, le Premier ministre britannique David Lloyd George et le Président du Conseil italien Vittorio Emanuele Orlando qui se réunissent presque quotidiennement.

Cinquante-deux commissions spéciales sont chargées d'étudier des questions précises à caractère politique, économique, financier et militaire.

Les Etats admis à la Conférence sont représentés par des délégations qui sont entendues par le Conseil, les commissions et lors de séances plénières. Les vaincus ne sont pas conviés aux négociations.

Cinq grands Traités de Paix sont conclus entre 1919 et 1920 sous l'égide des Conférences :

- *Traité de Versailles* du 28 juin 1919, relatif à la paix avec l'Allemagne et à l'institution de la Société des Nations (SDN).
- *Traité de Saint-Germain-en-Laye* du 10 septembre 1919, relatif à la paix avec l'Autriche.
- *Traité de Neuilly-sur-Seine* du 27 novembre 1919, relatif à la paix avec la Bulgarie.
- *Traité de Trianon* du 4 juin 1920, relatif à la paix avec la Hongrie.
- *Traité de Sèvres* du 10 août 1920, relatif à la paix avec l'Empire ottoman.

**CPCA/ Série G « Questions économiques et commerciales »**  
**1919-1923**  
**457QO**

Néanmoins, ce dernier Traité est remplacé par le *Traité de Lausanne* du 24 juillet 1923 qui définit les frontières de la Turquie, Etat issue de l'Empire ottoman.

Après la clôture de la Conférence de la Paix, la Conférence des Ambassadeurs veille à l'exécution des Traités et juge les différends territoriaux sous l'égide de la Société des Nations. Elle remplit ce rôle activement de janvier 1920 jusqu'au milieu des années 1920 mais ne cesse officiellement d'exister qu'en 1931.

### **Historique du versement et de la conservation :**

Les archives de la Conférence de la Paix puis de la Conférence des Ambassadeurs, ont été déposées au ministère des Affaires étrangères (MAE) français car ces sommets internationaux se sont déroulés, en majorité, à Paris.

Le fonds continu d'être enrichi après la fin de la Conférence des Ambassadeurs en 1931 par des documents qui concernent directement son activité et ses missions. C'est également au cours des années 1930 que la France se prépare à l'éventualité d'un nouveau conflit mondial et met au point un « plan de défense » pour protéger ses archives, notamment en cas d'attaque aérienne<sup>1</sup>. La « zone de repliement » pour l'évacuation des archives se trouve en Indre-et-Loire, dans les châteaux de Langeais, Luynes, Rochecotte et Villandry et à l'abbaye de Fontevault<sup>2</sup>. L'envoi des archives de la Conférence de la Paix et de la Conférence des Ambassadeurs s'y opère dès septembre 1939 mais, durant l'Occupation, les archives sont saisies dès août 1940, et les autorités allemandes organisent le rapatriement à Paris d'une partie des archives évacuées. Une Commission allemande est chargée d'étudier les rapports franco-allemands d'après les archives françaises et de rassembler la « documentation relative à la préparation et mise en œuvre des Traités de paix de 1919 et des années suivantes »<sup>3</sup>. Des copies sur microfilms sont réalisées mais, dans les derniers mois, les originaux comme les copies sont envoyés à Berlin pour y être conservés et exploités. La Commission pense en effet que certains documents ne doivent pas rester en possession du Gouvernement français.

Lors de la libération de Paris le 25 août 1944, les agents du MAE réinvestissent le Quai d'Orsay. Le tiers des bâtiments est touché par un incendie provoqué par les combats entre les troupes allemandes et françaises et, même si l'aile des archives reste intacte, les archives qui avaient été entreposées dans les bureaux sont sévèrement endommagées. C'est le cas d'une partie du fonds de la CPCA<sup>4</sup>. Ce qu'il en reste formait, avant le classement commencé en 2017, la série 1 du fonds.

Les archives de la Conférence de la Paix qui avaient été spoliées par les autorités allemandes avaient, pour certaines, été envoyées en Silésie, aux environs de Glogow, une ville devenue polonaise après de la guerre<sup>5</sup>. Il aura fallu attendre l'incendie du bâtiment dans lequel elles étaient entreposées, en décembre 1977, pour qu'elles soient enfin restituées à la France en 1978. Cette partie du fonds de la CPCA est devenue la série 2 et, comme dans la série 1, le feu

---

1 Rapport sur l'Histoire des archives du Ministère des Affaires étrangères, septembre 1938-septembre 1944, dit « Rapport de Ribier » du 22 mai 1946, Direction des Archives, AR 66, 1720-1970, p. 2.

2 *Idem*.

3 *Les archives du ministère des Relations extérieures depuis les origines : histoire et guide*, Ministère des Relations étrangères, Paris, Imprimerie nationale, tome I, 1985, p.193.

4 Rapport sur l'Histoire des archives du Ministère des Affaires étrangères, septembre 1938-septembre 1944, dit « Rapport de Ribier » du 22 mai 1946, Direction des Archives, AR 66, 1720-1970, pp. 26-27.

5 *Les archives du ministère des Relations extérieures depuis les origines : histoire et guide*, op. cit., p.200.

**CPCA/ Série G « Questions économiques et commerciales »**  
**1919-1923**  
**457QO**

et l'humidité ont causé des dommages très importants, dont de nombreuses pertes partielles ou entières de documents<sup>6</sup>.

D'autres archives du fonds spoliées ainsi que les copies sur microfilms puis sur tirages papier produites par les Allemands ont été retrouvées par l'armée américaine à la fin de la guerre. Elles ont été envoyées aux Etats-Unis avant d'être rapatriées en France en 1959. Les documents dits originaux ont été intégrés à la série 1 du fonds de la CPCA. Les tirages papier des microfilms appelés « photostats », qui ont été fait par les autorités allemandes puis par le MAE pour compléter les lacunes de ses fonds d'archives, forment aujourd'hui les séries 230QO et 745SUP. Les bobines de microfilms ont, elles, été remises au Centre national du Cinéma et de l'Image animée (CNC) situé à Bois d'Arcy. Il y avait près de 3 000 films dans les caisses restituées, chacun contenant généralement 800 vues. Beaucoup ont subi des dégradations et certains ont été dupliqués avant d'être détruits. Les bobines restantes sont à présent en quarantaine, à Bois d'Arcy ou au Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve.

En 2008, le ministère a découvert plusieurs cartons concernant les Commissions de délimitation, créées par les Conférences, dans l'un de ses dépôts à Paris. Ces archives ont été transférées au Quai d'Orsay pour rejoindre le reste du fonds de la CPCA en tant que série 3. Quatre cartons isolés de la série 1 y ont ensuite été ajoutés. L'année suivante, lors du déménagement de la Direction des Archives du MAE à La Courneuve en 2009, d'autres cartons ont été retrouvés et joints au fonds sous l'intitulé de 4<sup>e</sup> série.

Le fonds de la CPCA compte également une cinquième série, celle du Recueil général des actes de la Conférence de la Paix. Elle est composée de 75 volumes reliés et imprimés et de doubles sténographiques ou d'autres documents originaux qui ont été utilisés pour l'édition du Recueil.

Ces séries numériques d'originaux et de photostats ne reflétaient aucune organisation intellectuelle et étaient juste le fruit du démembrement du fonds qui en a détruit l'ordre de classement d'origine. Le volume de chacune de ces séries avant leur traitement et leurs cotes étaient les suivants :

- Série 1 (167QO) : 361 cartons, originaux
- Série 2 (168QO) : 102 cartons, originaux
- Série 3 (169QO) : 16 cartons, originaux
- Série 4 (258QONT) : 17 cartons, originaux
- Série 5 (170QO) : Recueil général des actes de la Conférence de la Paix, 27 cartons (75 volumes, doubles et documents de travail), originaux
- 230QO : 72 cartons, photostats A3
- 745SUP : 58 cartons, photostats A4

Les bobines de microfilms ont, quant à elles, des références alphanumériques. Celles contenant des vues du fonds de la CPCA sont pour la plupart comprises entre P26 et P309. Les bobines T92, T93, T107b et T108 conservent également des vues du fonds. Elles n'ont pas toutes été tirées et leur nombre exact ne peut être assuré, faute de description du contenu de chacune. Il est estimé que plus de 200 concernent le fonds.

Grâce à un inventaire allemand retrouvé dans les archives du MAE, le plan de classement d'origine du fonds a pu être restitué. Il s'organise en 11 séries thématiques ayant

---

<sup>6</sup> *Les archives du ministère des Relations extérieures depuis les origines : histoire et guide, op. cit.*, pp.200-201.

**CPCA/ Série G « Questions économiques et commerciales »**  
**1919-1923**  
**457QO**

des références alphabétiques, de A à M (sauf le I et le J). Les cotes mentionnées entre parenthèses sont les cotes définitives attribuées après traitement du fonds.

- Série A (voir collection Traités et Accords) : Traités
- Série B (452QO) : Secrétariat général
- Série C (453QO) : Responsabilités et crimes de guerre
- Série D (454QO) : Société des Nations
- Série E (455QO) : Règlements territoriaux
- Série F (456QO) : Finances
- Série G (457QO) : Questions économiques et commerciales
- Série H (458QO) : Questions religieuses
- Série K (459QO) : Travail
- Série L (460QO) : Réparations
- Série M (461QO) : Correspondance du Département (MAE)

**Présentation du contenu :**

La série G, du fonds de la Conférence de la Paix, porte principalement sur les questions économiques et commerciales. En lien avec la Commissions des réparations, des commissions et des comités ont été créés pour y répondre et ils avaient aussi pour mission de mettre en vigueur de nouvelles réglementations.

Les premiers articles de la série couvrent ce qui est en lien avec les transports, on y trouve de la documentation et les décisions prises concernant chaque lieu. La majorité des documents proviennent de la Commission des ports, voies d'eau et voies ferrées. Les articles suivants correspondent à la reconstruction industrielle et commerciale. Chaque article se veut spécifique concernant des secteurs d'activités industriels ou la reprise des relations commerciales selon les pays.

**Mode de classement :**

La série G a été reconstituée par extraction de 11 cartons de la série 1. Le plan de classement diffère de celui d'origine sur certains points car des cotes trop générales et volumineuses ont été éclatées en plusieurs articles et l'ordre d'autres cotes a été modifié. D'ailleurs, les anciennes cotes alphanumériques figurant souvent sur les documents sont, lorsque cela est possible, renseignées entre parenthèses dans la description de l'article ce qui permet de constater comment ces réintégrations ont été effectuées. Le nombre de folios de chaque article a également été indiqué.

**Sources complémentaires :**

Archives Diplomatiques de La Courneuve :

170QO	Recueil Général des Actes de la Conférence de la Paix et de la Conférence des Ambassadeurs, 1918-1932
4CPCOM	Correspondance politique et commerciale A-Paix
143PAAP	Fonds Henri Ponsot
166PAAP	Fonds Tardieu



**CPCA/ Série G « Questions économiques et commerciales »  
1919-1923  
457QO**

**Contrôle de la description :** Claire CHAUVET—DUFUREZ, apprentie archiviste, sous la direction de Séverine BLENNER-MICHEL, conservatrice en chef du patrimoine

**Date de la description :** novembre 2022

## Description du contenu

**1-25 Transports.**

**1918-1935**

**1-9 Commission des ports, voies d'eau et voies ferrées.**

**1919-1920**

- 1** Organisation (G.4/1, G.4/3, G.4/4, G.12). – Nomination des représentants des délégations, mise en vigueur des compétences sur les questions économiques, communication des séances plénières, rédaction de clauses à imposer aux puissances ennemies (janvier 1919-septembre 1919).

Originaux.

**1919**

**2-4 Séances des commissions.**

**1919**

- 2** Procès-verbaux des séances signés et annotés (n°1 à 44 du 3 février 1919 au 28 octobre 1919, manque le n°2).

Originaux.

**1919**

- 3** Sténographies des séances (n°1 à 43 du 9 février au 12 août 1919).

Originaux.

**1919**

- 4** Rapports annexes. – Projet d'articles à insérer dans les préliminaires de paix (avril 1919-juin 1919).

Originaux.

**1919**

- 5** Communications internes (G.4/3). – Demande de présence de la délégation suisse à Paris, revendications des délégations sur l'organisation de la commission, sur les trajets et transports de marchandises, sur la diffusion de compte-rendu et sur les actions menées, documentation de la délégation française (avril 1919-décembre 1919).

Originaux.

**1919**

- 6** Conférence des techniciens à Paris (G.4/2, G.4/3). – Projet de convention aux voies navigables, ports et transit, préparation au transfert des responsabilités de la Commission à la Société des Nations dans la rédaction des clauses des traités de paix, nomination des représentants techniques, création de la Commission de l'étude de la liberté des communications et du transit, rédaction d'articles à insérer dans le traité de Versailles (janvier 1919-janvier 1920).

Originaux.

**1919-1920**

**7-9 Sous-Commissions.**

**1919**



**CPCA/ Série G « Questions économiques et commerciales »**  
**1919-1923**  
**457QO**

- 7 1<sup>ère</sup> Sous-Commission des questions relatives à la liberté de transit. – Procès-verbaux des séances signés et annotés (n<sup>o</sup>1 à 6 du 13 février au 4 mars 1919). Sténographies des séances (n<sup>o</sup>2 à 6 du 20 février au 4 mars 1919).  
Originaux.  
**1919**
- 8 2<sup>e</sup> Sous-Commission (G.4/6). – Procès-verbaux des séances signés et annotés (n<sup>o</sup>1 à 6 du 18 février au 6 mars 1919). Sténographies des séances (n<sup>o</sup>1 à 6 du 18 février au 6 mars 1919, manque la 2).  
Originaux.  
**1919**
- 9 Sous-Commission des Dix membres. – Sténographie de la séance (n<sup>o</sup> 1 du 13 février 1919).  
Originaux.  
**1919**
- 10-15** Chemins de fer.
- 1918-1922**
- 10 Administration (G.1/1, G.1/7). – Règlement de factures de frais de transport, demandes de remboursement du plénipotentiaire allemand, recensement du matériel, admission des chemins de fer russes à l'Union Internationale des Chemins de Fer (janvier 1919-décembre 1922).  
Originaux.  
**1919-1922**
- 11-12 Compagnie des chemins de fer d'Orient.
- 1919-1920**
- 11 Orient Express Paris-Varsovie (G.1/2). – Réquisition du train pour assurer le transport du courrier postal de l'armée d'Orient, création et fonctionnement de la ligne Paris-Varsovie, accord ferroviaire franco-allemand, plaintes contre les amendes et les formalités exagérées durant le trajet (janvier 1919-juillet 1920).  
Originaux.  
**1919-1920**
- 12 45<sup>e</sup> Parallèle Paris-Bucarest (G.1/6). – Création d'une ligne Sud-Européenne, étude d'une voie transeuropéenne Rhin-Danube, plaintes dans le train express Triest-Bucarest, détachement du 71<sup>e</sup> Régiment d'Artillerie à la mission des chemins de fer étranger à Belgrade, demandes d'indemnités (janvier 1919-mai 1920).  
Originaux.  
**1919-1920**
- 13 Ligne allemande, italienne et suisse (G.1/3). – Création d'un passage pour aller de la Suisse en Italie, question du Tyrol et des chemins de fer du Brenner comme ligne reliant l'Allemagne et l'Italie, union de la Suisse et de l'Italie pour assurer la jonction entre les chemins de

**CPCA/ Série G « Questions économiques et commerciales »**  
**1919-1923**  
**457QO**

fers allemands et italiens [à noter la présence d'une carte]  
(décembre 1918-février 1919).

Originaux.

**1918-1919**

- 14** Sudbahn (G.1/4, G.1/5). – Chemins de fer du sud de l'Autriche, suspension des services des trains Trieste-Vienne, refus de livraison de matériels roulant à l'Italie (avril 1919-mars 1922).

Originaux.

**1919-1922**

- 15** Ligne Chambéry-Turin (G.1/5). – Transfert des lignes aux Etats cessionnaires, protection des intérêts français dans les chemins de fer lombards, répartition des dépenses des travaux d'amélioration (juillet 1919-décembre 1919).

Originaux.

**1919**

**16-24** Fleuves et canaux.

**1919-1935**

- 16-17** Commission européenne (internationale) du Danube.

**1919-1935**

- 16** Secrétariat général (G.2/3). – Composition de délégations présentes à la commission, nomination des délégués plénipotentiaires, étude concernant la présence de l'ennemi, demandes de passeports, admission de l'Allemagne (décembre 1919-février 1927). Documentation concernant le statut de la commission (mars 1919-janvier 1921).

Originaux.

**1919-1927**

- 17** Travaux (G.2/3). – Décisions de la commission concernant la navigation, revendication de réparation, de restitution et répartition du matériel fluvial, contrebande de matériel de guerre, demande de travaux à l'embouchure, non-action des pays non-riverains, incident provoqué par la délégation roumaine, demande de confidentialité (janvier 1919-mai 1935).

Originaux.

**1919-1935**

- 18** Commission centrale du Rhin (G.2/2). – Demande de restitution de bateaux allemands, révision de la Convention de Mannheim de 1868, désignation des délégués, projet de police du Rhin pour la navigation et la protection des transports, plainte du gouvernement anglais concernant leur demande de navigation, extension de la commission à la Liosolle (février 1919-mars 1923).

Originaux.

**1919-1923**

- 19** Commission de l'Elbe (G.2/4). – Demandes de libre passage des bateaux, convocation des délégations et nomination des délégués (mars 1919-avril 1920).

Originaux.

**1919-1920**

**CPCA/ Série G « Questions économiques et commerciales »**  
**1919-1923**  
**457QO**

- 20** Commission internationale de l'Oder (G.2/7). – Désignation des représentants, constitution d'une commission d'enquête suite à un différend avec la commission consultative et technique de communication et du transit de la SDN, demande polonaise de communication des archives (février 1920-juin 1929).  
Originaux.  
**1920-1929**
- 21** Canaux (G.2/9, G.2/11). – Gestion des canaux en Allemagne, construction du canal du Neckar (mai 1918-juillet 1922). Projet d'internalisation du canal de Panama avec un droit de péage (avril 1921-octobre 1921).  
Originaux.  
**1919-1922**
- 22-24** Canal de Kiel.  
**1919-1929**
- 22** Sous-Commission du Canal de Kiel (G.4/7). – Sténographie (n°1 du 11 mars 1919). Procès-verbaux des séances (n°2 à 4 du 18 avril au 24 avril 1919). Rapport (s.d.).  
Originaux.  
**1919**
- 23** Réglementation (G.2/10, G.10). – Demande d'organisation similaire à celle du Canal de Suez, étude de la liberté de passage et de navigation, notification du passage de bateaux, demande de passage des bâtiments de guerre, matériel de guerre trouvé à l'Arsenal, interrogation sur le passage d'hydravions comme embarcation militaire (février 1919-janvier 1929).  
Originaux.  
**1919-1929**
- 24** Affaire de Wimbledon (G.2/10). – Refus de l'accès du canal aux autorités allemandes en raison de la violation de l'article 380 du Traité de Versailles, affaire portée devant la Cour de Justice, examen de la requête polonaise, compte rendu des séances publiques à la Cour Permanente de Justice Internationale, comptabilité des représentants (mars 1921- décembre 1923).  
Originaux.  
**1921-1923**
- 25** Régime douanier (G.3). – Mise en place d'une sous-commission des régimes douaniers, révision des majorations selon les droits spécifiques, établissement d'un régime spécial pour les importations destinées à la reconstruction des régions dévastées, création d'une barrière douanière aux frontières franco-allemande et belge-allemande, mise en place de droits de douane en marks ou en or (mars 1919-novembre 1921).  
Originaux et photostats.  
**1919-1921**
- 26-37** **Reconstitution industrielle et commerciale.**

**CPCA/ Série G « Questions économiques et commerciales »**  
**1919-1923**  
**457QO**

**1918-1925**

- 26** Commission des questions économiques (G.6). – Etat du commerce allemand d'après-guerre, maintien de la coopération interalliée avec des négociations entre la France et la Grande-Bretagne, demande de protection des intérêts de la Belgique et des travailleurs polonais, avis sur les clauses à insérer dans les traités de paix, mise en vente de voitures françaises à Berlin, ventes allemandes de terrains, d'installations et de quais à Rotterdam (janvier 1919-septembre 1919).

Originaux.

**1919**

- 27-28** Conditions à imposer dans les traités de paix.

**1918-1920**

- 27** Intérêts et clauses générales (G.9, G.12). – Dispositions du ministère de l'économie française à insérer dans les préliminaires de paix, reconstruction économique de l'Europe, reprise de l'équipement des chantiers navals allemands, demandes concernant la fabrication des porcelaines électrotechniques et du papier pour la presse, intérêts français en Espagne (décembre 1918-janvier 1920).

Originaux.

**1918-1920**

- 28** Conférence agricole interalliée (G.12/1, G.12/5). – Point de vue de l'agriculture au sujet de l'évaluation des dommages de guerre et des conditions de paix (janvier 1919-mai 1919). Clauses techniques concernant la potasse, le sucre et le houblon (G.12/3) (décembre 1918-mai 1919).

Originaux.

**1918-1919**

- 29** Hydrocarbures (G.8). – Examen de la convention au sujet des pétroles, établissement d'un port pétrolier à Dantzig, accord franco-anglais sur le pétrole, l'essence et le mazout, acquisition d'une concession de pétrole à Bakau (janvier 1919-septembre 1922).

Originaux.

**1919-1922**

- 30** Brevet (G.10). – Défense des intérêts des inventeurs alliés en Allemagne, question de la propriété intellectuelle, reformation des législations des pays d'Europe centrale en matière de brevet, amende du gouvernement allemand à une firme anglaise « Coleman & Cie » (janvier 1919-décembre 1919).

Originaux.

**1919**

- 31** Situation du charbon en Europe (G.15). – Nomination d'un comité international du charbon, besoin des pays d'Europe centrale en charbon dû à une pénurie, application du traité de Versailles et du traité de Trianon, approvisionnement de la Hongrie, de l'Autriche et de l'Italie, répartition du charbon de Haute-Silésie, livraison du charbon allemand selon la demande de la Commission des Réparations (décembre 1918-juillet 1922).

Originaux.

**1918-1922**

**CPCA/ Série G « Questions économiques et commerciales »**  
**1919-1923**  
**457QO**

- 32** Câbles et postes télégraphiques (G.11, G.16). – Questions de la propriété des câbles sous-marins et du réseau allemand, renforcement des communications entre les Etats de la Conférence, création de la Conférence Postale internationale, installation de Télégraphie sans fil en Argentine, exploitation d'un central télégraphique à Berlin pour les gouvernements alliés, mise en place de nouvelles taxes postales pour les membres des commissions de délimitation, établissement de nouveaux câbles téléphoniques souterrains en territoires occupés (avril 1919-février 1925).

Originaux.

**1919-1925**

- 33-37** Reprises des relations commerciales.

**1919-1924**

- 33** Restauration économique de l'Europe (G.13, G.14bis). – Importation de produits et marchandises prohibés, reprise des échanges avec les pays du sud-est de l'Europe, étude des questions traitées à la Conférence de Bruxelles, application de l'article 280 du Traité de Versailles, agissements commerciaux de Stinnes pendant la guerre (janvier 1919-novembre 1924).

Originaux.

**1919-1924**

- 34** Russie (G.14). – Dénonciation de la convention commerciale franco-russe, échanges de matières premières russes contre des marchandises de première nécessité, opérations coopératives en Ukraine, demande des bolcheviques d'entrer en relation avec l'Entente, reprise des échanges entre le gouvernement soviétique, l'Empire britannique et la France, négociations économiques avec la Saxe (mars 1919-novembre 1923).

Originaux.

**1919-1923**

- 35-37** Etats ex-ennemis.

**1919-1923**

- 35** Allemagne (G.13/3). - Mise en place d'un régime des importations et des exportations en territoire allemand, intervention des autorités dans les contrats commerciaux, accord entre l'« America Ship and Commerce Corporation » et la « Hambourg America », violation de l'article 276 du Traité de Versailles sur le commerce illicite, statistiques du commerce belgo-allemand et à l'extérieur, paiement des exportations en devises étrangères, mise en vigueur de taxes sur les transports et les prix différentiels, négociations directes franco-allemandes (mars 1919-mars 1923).

Originaux.

**1919-1923**

- 36** Turquie (G.13/1). – Importation de marchandises ennemies, admission de navires bulgares, suppression des restrictions d'importation sur les marchandises allemandes, commerce direct avec l'Allemagne, présence de navires bolcheviques en mer Noire, mise en place d'un permis de passage pour franchir le détroit des Dardanelles (décembre 1919-mai 1922).

Originaux.

**CPCA/ Série G « Questions économiques et commerciales »**  
**1919-1923**  
**457QO**

**1919-1922**

- 37 Négociations entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie (G.13/2,G.13/4, G.13/5). – Ouverture de pourparlers, vente de chevaux à la Pologne, vente de chocolat (aout 1919-septembre 1920). Réglementation du commerce bulgare concernant la navigation (septembre 1920-avril 1923).  
Originaux.

**1919-1923**